Vérifier à l'audition

Cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale

Sixième Commission

Point 141: Examen des mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires.

Intervention prononcée par:
M. Diallo Alassane

New York, le 13 octobre 2004

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous adresser au nom de ma délégation, mes vives et chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la tête du Bureau de notre Commission. Je suis convaincu que vos qualités d'éminent juriste et votre grande expérience de diplomate avisé constituent un gage qui augure du bon déroulement de nos travaux auxquels je souhaite plein succès.

Je voudrais aussi vous assurer, ainsi qu'aux autres membres du bureau que je félicite également, du plein appui de ma délégation dans l'accomplissement de votre mission.

Monsieur le Président,

Depuis 24 ans, la violation des dispositions du droit international relatives à la sécurité des personnels diplomatiques et consulaires ainsi qu'à l'inviolabilité de leur propriété reste un point constant à l'ordre du jour des travaux de la commission. Le rapport du Secrétaire général intitulé: <<Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires>> montre que les violences à l'encontre des missions et des représentants diplomatiques et consulaires existent et sont inacceptables.

Ma délégation condamne énergiquement ces actes de violence commis et considère qu'ils constituent une menace aux relations internationales.

Elle estime que le respect des principes et normes du droit international est une condition préalable à la bonne conduite des relations entre Etats, car la participation aux engagements internationaux impose de prendre les mesures appropriées pour la mise en oeuvre de leurs différentes dispositions.

Monsieur le Président,

Ma délégation réaffirme son adhésion aux principes du droit international relatifs aux relations diplomatiques et consulaires. A cet égard, elle estime que les conventions de 1961 et de 1963 respectivement relatives aux relations diplomatiques et consulaires ainsi que celle de 1973 portant sur la prévention et la repression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques et consulaires, devraient être respectées afin de permettre aux personnels diplomatiques et consulaires d'exercer leurs fonctions dans la quiétude.

Les privilèges et immunités dont jouissent les personnels ainsi que les installations diplomatiques et consulaires constituent en effet une garantie indispensable contre les actes de violences et consacrent l'obligation de prendre

toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires. L'obligation de garantir la sécurité physique des diplomates est le respect d'une obligation juridique et tout manquement à cette obligation reviendrait à fragiliser les relations de confiance entre les Nations.

l'Etat de résidence doit observer strictement et faire appliquer les dispositions du droit international. Il est donc de ses responsabilités d'assurer la protection des diplomates et de leurs biens. C'est une obligation de résultat.

Monsieur le Président,

Les auteurs (personnes, groupes d'individus) d'actes de violence à l'encontre des diplomates et de leurs biens devraient être recherchés et traduits devant la justice. Tel est le sens de notre démarche quant nous soumettions notre rapport le 25 juillet 2003.

Le Mali fidèle à sa tradition séculaire d'hospitalité a toujours pris des mesures idoines pour garantir la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires sur son territoire. Il estime que la proposition inscrite dans son rapport en date du 25 juillet 2003, à savoir la présence de vigiles en faction auprès des chancelleries et des résidences constitue une mesure de renforcement de la protection et de la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires.

Monsieur le Président,

Le Mali félicite le Secrétaire général pour les travaux d'actualisation des informations relatives aux adhésions multilatérales relatives à la protection diplomatique et consulaires

Je vous remercie./-